

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MARDI 23 JANVIER 2007

DINSDAG 23 JANUARI 2007

Matin

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.13 uur en voorgezeten door de heer Bart Tommelein.
La séance est ouverte à 10.13 heures et présidée par M. Bart Tommelein.

De **voorzitter**: Vraag nr. 13709 van de heer Bogaert wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

01 Question de Mme Valérie Déom au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le 'tax shelter'" (n° 13723)

01 Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de 'tax shelter'" (nr. 13723)

01.01 Valérie Déom (PS): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, puisque le ministre des Finances est absent, à l'occasion du Festival de Cannes de l'année dernière, M. Reynders avait annoncé désirer au moins doubler le plafond d'investissement pour le tax shelter, et ce d'ici 2007. Fixé actuellement à 750.000 euros, le plafond pourrait ainsi passer à un ou deux millions d'euros.

Il avait également évoqué à l'époque la possibilité d'élargir le système du tax shelter aux personnes privées par l'intermédiaire de fonds d'investissement transparents sur lesquels la CBFA pourrait exercer son contrôle: tout particulier pourrait ainsi déduire de ses impôts le montant investi dans une production audiovisuelle, montant considéré comme capital à risque.

J'avais déjà interrogé le ministre des Finances à ce sujet en juin de l'année dernière. Il m'avait répondu que l'ensemble de ces pistes étaient envisageables. Or rien ne semble avoir évolué depuis lors.

Ainsi, dispose-t-on d'une évaluation du système actuel? Pourriez-vous nous dire ce qu'il en est de l'état d'avancement des deux propositions que je viens de citer?

Par ailleurs, comme je l'avais déjà évoqué lors de ma précédente question, le système du tax shelter a engendré la création de sociétés intermédiaires chargées de faire le lien entre les investisseurs potentiels et les producteurs, sociétés intermédiaires dont certains professionnels se plaignent pour diverses dérives. Ces dérives peuvent concerner le miroitement de mesures fiscales inexistantes dans la loi ou encore la ponction de commissions pouvant aller jusqu'à 30%. Il s'agit dans ce dernier cas d'autant d'argent qui n'est pas réellement injecté dans le secteur.

À l'époque, lors des festivités cannoises, le ministre avait rappelé qu'aucune obligation ne forçait à passer par un intermédiaire; néanmoins, il avait annoncé qu'il comptait sévir en cas d'abus réel.

Puisque ces abus semblent avérés et se répètent, ne serait-il pas opportun d'instaurer un mécanisme de contrôle? La mise en place d'agréations, comme je l'avais évoqué, semble une piste envisageable.

Enfin, tous ces ajustements nécessitant des négociations avec les entités fédérées et la Commission européenne, pourriez-vous m'éclairer sur l'évolution de ces derniers contacts?

01.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État: Monsieur le président, madame Déom, en ce qui concerne les points évoqués dans les deux premiers paragraphes de votre question, autrement dit l'augmentation du plafond d'investissement pour le tax shelter et l'élargissement de ce dernier aux particuliers, je dois vous dire qu'il n'a pas été possible, jusqu'à présent, d'obtenir un consensus politique.

Vous n'êtes pas sans savoir que ce régime de tax shelter n'a été autorisé par la Commission européenne que jusqu'au 30 juin 2007.

Actuellement, notre priorité est de négocier et d'obtenir de la Commission européenne, d'une part, qu'elle prolonge cette autorisation au-delà du 30 juin 2007 et, d'autre part, qu'elle accepte les dernières modifications légales que la Chambre a votées en décembre 2006.

Selon vous, le système du tax shelter serait à l'origine d'abus avérés au niveau des intermédiaires.

Le ministre Reynders et moi-même avons eu les mêmes échos quant aux montants exorbitants des commissions demandées. Toutefois, jusqu'à ce jour, personne n'a jamais montré un contrat reprenant les montants des commissions dont vous, le ministre et moi-même avons entendu parler.

Il est évident que les intermédiaires sont utiles pour mettre en contact deux mondes différents: le monde de l'audiovisuel et les investisseurs. Cependant, il ne faut pas que le système du tax shelter serve à d'autres fins que celles pour laquelle il a été conçu.

Diverses réunions de travail ont eu lieu, notamment durant ce mois de janvier, entre nos services et les différents acteurs du système. Certains points ont ainsi pu être clarifiés.

S'il résulte de ces réunions qu'il y a lieu de corriger certaines imperfections du texte ou de la pratique, nous sommes disposés à les rectifier, ce que nous avons toujours dit. Nous attendons les conclusions écrites de ces réunions.

Sans exclure que ces abus existent, il nous semble que les choses évoluent dans la bonne direction. En effet, un certain nombre d'acteurs ont demandé et obtenu un ruling de la part de l'administration fiscale et donc la sécurité juridique au niveau fiscal pour les producteurs et les investisseurs; de plus, ils ont également obtenu l'accord de la CBFA sur le contenu de prospectus d'appel public à l'épargne avec, comme corollaire, l'exactitude de l'information communiquée.

Madame Déom, tel est l'état actuel de ce dossier. Cela dit, votre question relative à l'évolution du système du tax shelter est arrivée fort à propos.

01.03 Valérie Déom (PS): Monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie pour ces précisions. Je constate qu'un an plus tard, nous n'avons guère avancé au niveau des contacts. Si tant est que vous puissiez me répondre, pouvez-vous me donner de plus amples précisions quant aux chances d'aboutir au niveau de la Commission européenne par rapport à la prolongation du système étant donné que d'autres États, comme le Luxembourg, ont des systèmes similaires d'incitants fiscaux dans le domaine audiovisuel et qu'à ma connaissance, à moins qu'ils ne soient tous remis en cause, ils perdurent depuis un certain nombre d'années, en tout cas depuis plus longtemps que notre propre système?

Pouvez-vous nous éclairer sur les difficultés éventuellement rencontrées au niveau de la Commission européenne, à la fois quant à l'acceptation des mesures prises en décembre 2006 eu égard à la modification du système et à la prolongation de celui-ci, ou voulez-vous demander au ministre Reynders de me transmettre les informations écrites sur le sujet?

01.04 Hervé Jamar, secrétaire d'État: Madame Déom, je demanderai au ministre de vous transmettre sa confirmation. Ce que je peux affirmer, c'est que les diverses démarches sont répétées pour l'instant. Soit il s'agit d'un problème de forme ou de surcharge de travail dans le chef de la Commission ou des services, soit il s'agit d'un problème de fond, sur lequel, à notre connaissance, nous n'avons pas encore été informés. Ce dossier retient toute notre attention, tout en étant optimistes pour la date du 30 juin, car d'autres systèmes fonctionnent sans difficultés depuis plus longtemps. Nous avons donc des arguments à faire valoir en la matière. C'est ce qui est fait. Je demanderai au ministre de vous transmettre ses confirmations par écrit pour ce qui concerne l'avancement de ce dossier.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de onrechtvaardige taxatie in de personenbelasting" (nr. 13764)

02 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la taxation injuste dans le cadre de l'impôt des personnes physiques" (n° 13764)

02.01 Carl Devlies (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, deze vraag ligt in het verlengde van een aantal vragen en interpellaties die ik in de periode 2004-2006 in deze commissie heb gehouden met betrekking tot de onrechtvaardige taxaties in ons belastingstelsel. Ik heb dit steeds gestaafd met tal van voorbeelden. Ook het doorbreken van de progressiviteitsregel heb ik uitvoerig aangetoond. Het is volgens mij niet nodig dit te herhalen.

Een van de categorieën die in het bijzonder worden getroffen, zijn bepaalde gepensioneerden die een welvaartsaanpassing van het pensioen genieten. Ten gevolge hiervan zijn deze mensen extra belastingen verschuldigd. In de praktijk kan 1 tot 2 euro verhoging aanleiding geven tot een bijkomende belasting van enkele honderden euro. Dit is bijzonder onrechtvaardig. Ik heb dit reeds verscheidene malen aangeklaagd.

Op 1 april zal een nieuwe welvaartsaanpassing voor de gepensioneerden worden toegepast.

Graag verneem ik welke maatregelen u zult nemen om te vermijden dat zich opnieuw een fiscaal bloedbad voordoet voor bepaalde categorieën van gepensioneerden.

02.02 Staatssecretaris Hervé Jamar: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Devlies, artikel 154 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 stelt dat het maximumbedrag aan pensioenen dat een belastingplichtige mag ontvangen om de feitelijke belastingvrijstelling te verkrijgen; gekoppeld is aan het maximumbedrag van de wettelijke werkloosheidsuitkering.

Een beperkte overschrijding van die grens leidt in de huidige stand van de wetgeving tot een onevenredige taxatie aangezien het verschuldigd bedrag aan inkomstenbelasting in dit geval hoger ligt dan het bedrag van de overschrijding. Op die manier resulteert een hoger bruto belastbaar pensioen in een lager netto-inkomen.

Mijn administratie heeft voorstellen geformuleerd om deze onrechtvaardige taxatie tegen te gaan, weliswaar rekening houdend met de beperkte budgettaire ruimte. Door het toepassen van een bijkomende belastingvermindering zou worden vermeden dat een stijging van het bruto belastbaar pensioeninkomen nog langer aanleiding kan geven tot een daling van het netto-inkomen.

Voor de gepensioneerden die een laag inkomen uit pensioen aanvullen met een inkomen uit een beroepsactiviteit worden er momenteel voorstellen uitgewerkt om het negatief effect van het inkomen uit die aanvullende beroepsactiviteit op de belastingvermindering voor pensioenen te beperken.

Deze voorstellen worden momenteel onderzocht in de werkgroep Beleidscoördinatie om ze binnenkort voor te leggen aan de Ministerraad.

02.03 Carl Devlies (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, het is vijf voor twaalf voor deze regering.

Ik heb deze problematiek al verschillende keren aangekaart en gevraagd dat er oplossingen zouden worden gevonden. Tot dusver is dat niet gebeurd. Blijkbaar bent u onder druk van de omstandigheden daarmee nu bezig. Dat is positief. We zullen zien hoe u dat aanpakt.

U hebt in het eerste gedeelte van uw antwoord toegegeven dat deze situatie inderdaad bestaat, dat er een onevenredige taxatie is en dat er ingevolge de welvaartsaanpassing gevallen zijn waarbij de belasting heel wat hoger ligt dan het bijkomende inkomen dat iemand verwerft uit het pensioen. Die welvaartsaanpassing wordt meer dan volledig weggewerkt door een hogere taxatie.

Dit is een van de voorbeelden van de onrechtvaardige taxaties die er bestaan in ons systeem. Ik heb minister Reynders verschillende keren gewezen op het geheel van deze problematiek. Toen de regering de werkbonus voorstelde, heb ik erop gewezen dat dit geen goede oplossing was en dat het optrekken van de belastingvrije som te verkiezen viel omdat men op die manier de onrechtvaardige taxaties kan tegenwerken en de werkloosheidsval kan tegengaan.

Ik heb vastgesteld dat de regering in de voorbije vier jaar dat ik in deze commissie zat voortdurend in de boosheid heeft volhard. Men is op dit pad verdergegaan. Nu komt men waarschijnlijk voor een heel klein

deel tegemoet aan dit fiscale schandaal. Men kan dit immers niet anders noemen. Dat zijn zeer grove onrechtvaardigheden. Ik blijf erbij dat uw systeem grote tekortkomingen bevat. Het is ten eerste te betreuren dat de fiscale hervorming die deze regering heeft doorgevoerd daarin niet in het minst is tegemoetgekomen. Ik denk dat wij kunnen zeggen dat deze regering wellicht de meest asociale is geweest die wij na de Tweede Wereldoorlog hebben gekend.

De **voorzitter**: Goed dat het niet sinds de middeleeuwen is.

02.04 Staatssecretaris **Hervé Jamar**: Mijnheer de voorzitter, wij hebben nog enkele Ministerraden.

La position du ministre sur ce point est connue depuis un certain temps. Nous essayons vraiment de faire le maximum pour aller dans ce sens. Sans entrer dans un jeu de surenchères politiques, il convient de tout mettre en oeuvre pour remédier à l'effet pervers de la législation et donc d'apporter les correctifs nécessaires. Pour ce faire, nous disposons encore de quelques semaines.

02.05 **Carl Devlies** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, Het zijn inderdaad de laatste weken voor de huidige regering om nog iets nuttigs te doen. De regering wil het feest zo lang mogelijk laten duren. Dat heb ik wel begrepen. Als ze echter nog iets nuttigs wil doen, moet zij dat in de eerstkomende weken doen. Ik hoop dan ook dat u maatregelen zult treffen om de werkloosheidsval weg te werken.

Wordt ook in die richting gewerkt? Wordt er getracht om een oplossing voor de werkloosheidsval te bieden?

02.06 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État: Tout est en discussion pour l'instant. C'est pourquoi, à ce stade, je préfère me limiter à la réponse que je viens de donner. Le groupe de travail remettra ses conclusions; le dossier viendra ensuite au Conseil des ministres. Un projet peut être très vite voté. Je ne pense pas que l'on puisse considérer qu'il reste quelques jours ou quelques semaines de travail pour le gouvernement. Jusqu'au 2 mai, le Parlement peut travailler et voter. Quant au gouvernement, il peut travailler au-delà de cette date. Il n'y a aucune crainte à avoir quant au délai possible d'aboutissement d'une législation de ce type.

02.07 **Carl Devlies** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik heb het laatste woord.

Ik kan alleen maar vaststellen dat, na acht jaar paars beleid en paarse regeringen, de huidige regering eindelijk wakker begint te worden. De tijd wordt echter wel krap. Het valt te betreuren dat zoveel jaren verloren gingen en dat de economische groei die wij hebben gekend, de opbrengsten daarvan, de daling van de rentevoeten waarvan deze regering heeft genoten en de miljarden euro die voornoemde daling met zich heeft gebracht, sociaal niet beter werden gebruikt.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Lavaux is afwezig. Zijn vraag nr. 13786 vervalt dus.

Mijnheer Devlies, zou u mij even willen vervangen op de voorzittersstoel, zodat ik mijn vraag kan stellen?

Voorzitter: Carl Devlies.

Président: Carl Devlies.

03 **Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de COBOL-informatici bij de FOD Financiën" (nr. 13790)**

03 **Question de M. Bart Tommelein au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les informaticiens du SPF Finances spécialisés dans le langage COBOL" (n° 13790)**

03.01 **Bart Tommelein** (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de FOD Financiën beschikt momenteel over een groot aantal informatici die gespecialiseerd zijn in de COBOL-programmeertaal. Momenteel worden bij de FOD Financiën programmeertalen gebruikt waardoor de COBOL-informatici in de kou blijven staan door onvoldoende tijdige omscholing. Het personeel heeft het gevoel overbodig te zijn, voelt zich dus nutteloos en zonder toekomstperspectief, want heel wat van die mensen zijn reeds de leeftijd van 50 jaar voorbij. Jaren van nieuwe opleiding zouden voor hen noch voor de FOD, op lange termijn nuttig zijn.

Waarom is de verantwoordelijke leiding van het departement niet overgegaan tot het tijdig herscholen van die personeelsleden?

Wat zal de minister ondernemen om die personeelsleden toch nog een zinvoller bestaan te garanderen op het departement?

03.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar**: In het kader van het moderniseringsproject Coperfin wijzigt de FOD Financiën het geheel van zijn applicatiepark. De nieuwe applicaties zullen steunen op een gecentraliseerd platform dat gebaseerd is op het besturingssysteem Unix en de ontwikkeltaal Java. Momenteel zijn de applicaties gevestigd op gepatenteerde mainframeoplossingen - Bull, Siemens en IBM - en gebruiken de ontwikkelaars de taal Cobol.

De nieuwe applicaties worden door externe firma's ontwikkeld. Zodra deze applicaties in bedrijf zijn gesteld, zal het ICT-personeel van de FOD Financiën zich met het evolutief en correctief onderhoud belasten. Op de opleiding van dit personeel anticiperen en erover waken is dus van cruciaal belang. De FOD Financiën heeft hierin in de loop van de voorbije jaren trouwens 2,63 miljoen euro geïnvesteerd en is van plan zijn inspanningen op dit vlak te vergroten. Ik stel een gedetailleerde lijst van de initiatieven ter zake ter beschikking van het geachte lid. Het gaat om een tiental pagina's. Mijn medewerker zal ze u bezorgen.

03.03 **Bart Tommelein** (VLD): Ik denk dat het inderdaad noodzakelijk is dat er bij het departement zelf over wordt gewaakt dat deze personen nog op een nuttige en zinvolle manier kunnen worden ingeschakeld in de begeleiding van de nieuwe applicaties. Ik dank u voor uw antwoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*Voorzitter: Bart Tommelein.
Président: Bart Tommelein.*

04 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de sturing van de terugbetalingen van de belastingen" (nr. 13813)**

04 **Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la gestion des remboursements d'impôts" (n° 13813)**

04.01 **Carl Devlies** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, onze commissie heeft reeds wat informatie met betrekking tot de sturing van de belastingen van minister Reynders ontvangen. Wat de vennootschapsbelasting betreft, is een en ander ook duidelijk geworden op basis van interne nota's van de administratie, die zijn uitgelekt. Het is duidelijk dat inzake de vennootschapsbelasting een bedrag van 225 miljoen euro ten gevolge van de sturing werd verschoven van het begrotingsjaar 2007 naar 2006. Hetzelfde deed zich voor in de personenbelasting. Hier ging het over een bedrag van 100 miljoen euro, dat ten bate van de begroting 2006 kwam. We hebben hierover een discussie gevoerd met de minister. Op basis van de cijfers van de positieve en de negatieve inkohierungen en de nulinkohierungen was het duidelijk dat de sturing had plaatsgevonden. De minister heeft dat betwist en me uitgedaagd bewijzen voor te leggen. Ik beschikte over de bewijzen voor de vennootschapsbelastingen, maar niet voor de personenbelastingen. Nochtans, de cijfers op zich zijn duidelijk.

Ondertussen heb ik in de pers vernomen dat ambtenaren het woord durven te nemen, ondanks dat uw afdeling Intern Toezicht zich voornamelijk bezighoudt met het controleren van ambtenaren op hun uitspraken aan derden, journalisten en politici. Zo heeft een ambtenaar het toch nog aangedurfd aan de belangrijke krant De Tijd van 20 januari 2007 het volgende te verklaren. "We kregen het bevel eerst de gemakkelijke gevallen te verwerken. Het gaat bij voorbeeld om de alleenstaanden voor wie geen belastingaftrekken en op wie geen decumul van toepassing is, mensen die dus geen geld terugkrijgen van de fiscus." Uit hetzelfde artikel blijkt dat belastingplichtigen die grote bedragen moeten ontvangen, langer dienen te wachten op hun geld.

Mijnheer de staatssecretaris, het wordt tijd dat de waarheid aan de commissie wordt meegedeeld. We kennen de feiten op basis van de cijfers. Er zijn verklaringen van ambtenaren. Graag kreeg ik van u een klare en duidelijke toelichting aan de commissie op welke manier de sturing van de personenbelasting voor het aanslagjaar 2006 is verlopen en op welke manier u het begrotingseffect van 100 miljoen euro ten

voordele van de begroting 2006 hebt bereikt.

Voor de vennootschapsbelasting is het duidelijk. U hoeft hierop niet meer dieper in te gaan. Voor de personenbelasting ligt het anders. Hierover kregen we graag meer uitleg.

04.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar**: Mijnheer de voorzitter, ik moet medelen dat de informatie verstrekt in het artikel in de krant De Tijd, niet klopt. Hierna volgen de resultaten van de inkohierungen van de maand oktober 2006. In die maand werden in totaal 9.990 artikels ingekohierd:

te betalen: 2.280 artikels met een totaal positief saldo van 1.463.171,19 euro;
nulsaldo: 1.198 artikels;
teruggave: 6.512 artikels met een totaal negatief saldo van 6.868.617,94 euro.

Per saldo werd dus in oktober –5.405.446,75 euro teruggegeven. De berichtgeving van De Tijd in haar editie van 20 januari alsof mensen geen geld terugkrijgen van de fiscus strookt dus niet met de waarheid.

De reden waarom "de gemakkelijke gevallen" werden ingekohierd, heeft precies te maken met het feit dat de FOD op een verantwoorde manier te werk gaat in het inkohieringsproces. De complexiteit van de Belgische personenbelasting heeft vanzelfsprekend een impact op de berekening ervan. Dat betekent concreet dat op dat ogenblik nog niet alle gevallen met 100 procent zekerheid konden worden berekend.

Ik kan u geruststellen. Het inkohieringsproces verloopt zeer vlot. Eind januari 2007 zullen we in totaal 2.450.006 aanslagen hebben ingekohierd. Vorig aanslagjaar waren we nauwelijks begonnen.

Het detail van die aanslagen ziet er als volgt uit:

te betalen: 747.009 artikels met een totaal positief saldo van 616.525.236,48 euro;
nulsaldo: 701.515 artikels;
terug te geven: 1.001.482 artikels met een totaal negatief saldo van 821.384.691,80 euro.

Dat geeft een totaal, terug te geven saldo van 204.859.455,32 euro. Belastingplichtigen die grote bedragen moeten ontvangen, hebben ze wellicht nog nooit vroeger gekregen.

04.03 **Carl Devlies** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, dit is geen antwoord. Ik denk dat we uiteindelijk verplicht zullen zijn een parlementaire onderzoekscommissie te vragen om een en ander uit te zoeken. De staatssecretaris geeft nu een aantal cijfers, maar hij vermeldt er niet bij over welke periode het gaat.

Mijnheer de staatssecretaris, ik veronderstel dat u het hebt over het geheel van de inkohierungen voor het aanslagjaar 2006 vanaf oktober tot vandaag.

Ik veronderstel dat het dat is. Dan stel ik vast dat het nettosaldo van deze inkohierungen negatief is voor de Belgische Staat ten belope van 204 miljoen euro.

Als ik dan de antwoorden van minister Reynders in herinnering breng, denk ik dat op het einde van de maand december 2006 het saldo positief was ten voordele van de Belgische Staat en dit voor een bedrag van 100 miljoen euro.

Dit betekent dat op enkele weken tijd dat positieve saldo voor de Belgische Staat reeds verslechterd is met 300 miljoen euro. U ziet welke manoeuvres hier bezig zijn. U blijft ontkennen dat er een sturing gebeurt. Ik ga u opnieuw dezelfde vraag stellen die ik aan minister Reynders gesteld heb en die hij niet wilde beantwoorden of niet kon beantwoorden, dat weet ik niet. Ik heb ze ook schriftelijk gesteld. Ik veronderstel dat u het antwoord wel bij hebt

Wat is nu uiteindelijk uw begrotingsraming voor het jaar 2007 met betrekking tot de terugbetalingen die de Belgische Staat zal moeten doen aan de belastingplichtigen? Volgens de begroting ging dat over een bedrag van 3,4 miljard euro. Wat is vandaag uw raming, rekeninghoudend met de gegevens waarover u beschikt? Ik veronderstel dat die gegevens niet meer dezelfde zijn, als degene waarover u beschikte bij het opmaken van de begroting. Wat is uw raming voor het jaar 2007, aanslagjaar 2006 voor de terugbetalingen aan de burger?

De **voorzitter**: Mijnheer Devlies, ik begrijp dat u recht hebt op een repliek en op het laatste woord, maar het is niet de bedoeling om telkens opnieuw een andere vraag te stellen.

04.04 Carl Devlies (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik heb een schriftelijke vraag ingediend in voorbereiding van onze mondelinge discussie hier. De laatste alinea vermeldt het volgende: "Gebeurde een actualisering van de raming van het nettobedrag van de terugbetalingen personenbelasting aanslagjaar 2006 met betrekking tot de inkohieringen in 2007?"

04.05 Hervé Jamar, secrétaire d'État: Monsieur le président, je ne suis aucunement opposé à ce que M. Devlies m'interroge toutes les semaines sur la question de savoir où en sont les enrôlements.

Par ailleurs, je constate que l'on peut provoquer des questions parlementaires sur base d'articles de presse dont on est soi-même à l'origine. C'est là une bonne technique!

Sachez que je peux également trouver des fonctionnaires qui tiendront des propos contraires aux explications données, à M. Devlies ou à la presse, par le fonctionnaire en question!

Pour ma part, je ne souhaite nullement entrer dans ce genre de polémique. À mon avis, les propos échangés durant une heure et demie, en commission des Finances, en présence du ministre Reynders, peuvent être répétés. Je ne sais pas si le but des commissaires est aujourd'hui de reprendre la discussion. Mais il me semblait important d'apporter cette précision.

Hier, j'ai parlé avec M. Six, qui est le responsable; ce dernier se demande jusqu'où on va aller dans le décortilage, semaine par semaine ou mois par mois, de ces demandes de renseignements.

Finalement, le but n'est-il pas que l'État fonctionne?

L'année dernière, nous avons fait l'objet de nombreuses critiques. À la même époque, vous vous étonniez du fait que nous n'avions pas encore commencé les enrôlements. Vous étiez catastrophé. J'ai tenté de vous rassurer. Finalement, nous les avons terminés le 30 juin.

Aujourd'hui, je suis quasiment en mesure de vous dire que, sauf en cas de difficulté ou de force majeure, nous aurons fini les enrôlements en avril. Pourtant, cela n'empêche pas certains d'ergoter sur la balance permanente que l'on peut avoir pour tel ou tel mois. Or, vous savez qu'il existe un délai légal pour les paiements et les remboursements. Jamais dans ce pays, en matière de remboursement d'impôt, les Belges n'ont été payés aussi rapidement. Il arrive un moment où il faut mettre fin à la discussion. J'ai parlé de cette problématique avec le ministre Reynders, hier, lors d'une énième réception de vœux; vous savez que nous devons assister à de nombreuses réceptions de ce genre – d'ailleurs beaucoup s'expriment à cette occasion. Nous sommes arrivés au même constat. Je répète qu'il est, selon moi, inutile de prolonger cette discussion.

Je vous ai communiqué les chiffres relatifs aux enrôlements actualisés au 31 janvier. Et on me dit que je ne répons pas à la question! Pourtant, j'ai anticipé et j'ai voulu être le plus clair et le plus précis possible. M. Devlies n'est pas encore satisfait! Pour ce faire, je ne sais pas ce qu'il faudrait que je fasse!

04.06 Carl Devlies (CD&V): Het zou gemakkelijker zijn indien de minister en de staatssecretaris de vragen zouden beantwoorden die door de parlementsleden worden gesteld. Men antwoordt voortdurend naast de vragen. Mijn vragen hebben betrekking op een sturing van de begroting, een sturing van de inkohieringen die is gebeurd. Men praat er echter naast. Nu ontkent men dat ook niet formeel meer. Men praat er gewoon naast.

De staatssecretaris en de minister zouden zich kunnen redden door de begrotingscijfers te actualiseren of te ontkennen. Over de begrotingscijfers met betrekking tot het jaar 2007 wenst men echter geen informatie te geven.

De **voorzitter**: Mag ik toch even duidelijk stellen dat wij hier bijna constant bezig zijn met de begroting. Wij maken jaarlijks een begroting en wij doen jaarlijks een begrotingscontrole. Ik weet uit ervaring dat er regelmatig bijkomende begrotingscontroles zijn geweest. Als u evenwel elke week een raming van de huidige toestand vraagt ten opzichte van een begroting of een begrotingscontrole, begrijp ik dat men op een bepaald moment zegt dat u wel elke week kunt aankomen met een vraag over de raming en de sturing

inzake de begroting. Ik denk dat u toch moet toegeven dat dit niet om de haverklap kan. Een discussie over een begroting of een begrotingscontrole is terecht maar men kan die hier niet elke week voeren omdat er toevallig iets is verschenen in de pers.

04.07 Carl Devlies (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik denk dat u in uw rol van voorzitter moet blijven. Ik heb het recht om hier vragen te stellen.

De **voorzitter:** Uiteraard.

04.08 Carl Devlies (CD&V): Ik heb een schriftelijke voorbereiding aan de minister overhandigd met betrekking tot deze vraag. Het laatste onderdeel van de vraag was of er een actualisering gebeurde van de raming van het netto bedrag van de terugbetalingen voor de personenbelasting van het aanslagjaar 2006 met betrekking tot de inkohiering in 2007.

Ik stel deze vraag omwille van het feit dat er een bedrag was voorzien van 3,4 miljard euro en dat men nu door de sturing van de inkohieringen in 2006 een bedrag van 100 miljoen heeft gerealiseerd ten voordele van de Belgische Staat. Volgens een eenvoudige berekening zou volgens mij het bedrag van 3,4 miljard voor 2007 dan moeten worden opgetrokken tot 3,5 miljard.

Ik denk dat ik deze vraag mag stellen. Waarom krijg ik daarop geen antwoord? Het is toch geen moeilijke vraag? Ik heb ze schriftelijk voorbereid. Ik heb al eerder een soortgelijke vraag gesteld.

De **voorzitter:** U mag uw vragen stellen waarop de minister antwoordt. U bent het niet eens met het antwoord van de minister. Dat kan. Het enige dat ik als voorzitter zeg, is dat u altijd om tussentijdse ramingen kunt vragen ten opzichte van een begroting. Voor het overige beantwoord ik uw vragen.

U kunt echter bezig blijven. U zegt dat u een vraag stelt en de minister zegt dat hij antwoordt. Op een bepaald ogenblik moet ik wel een einde maken aan de discussie.

04.09 Carl Devlies (CD&V): Ik zeg niet dat ik een vraag stel. Ik heb de vraag schriftelijk voorbereid. Ik heb ze hier tot tweemaal toe voorgelezen en ik krijg geen antwoord. De staatssecretaris zou ook gewoon kunnen zeggen dat we bij onze begrotingsraming blijven. Ik krijg echter geen antwoord, wat ik zeer eigenaardig vind.

Spijtig genoeg moet ik in de toekomst op dit onderwerp blijven terugkomen. Ik kan niet anders. Dat zult u begrijpen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de kosten en baten van de Coperfinhervorming" (nr. 13814)

05 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les coûts et avantages de la réforme Coperfin" (n° 13814)

05.01 Carl Devlies (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, wij stellen vast dat acht jaar na de aanvang van de Coperfinhervorming de werking van de FOD Financiën bijzonder moeizaam blijft verlopen. Volgens sommige bronnen zou de Coperfinhervorming zelf trouwens aan de basis liggen van heel veel problemen bij de FOD Financiën.

Mijnheer de staatssecretaris, wat is de huidige stand van zaken in de Coperfinhervorming?

Deze hervorming was ook bijzonder duur. Hoeveel bedroegen de voorbije acht jaar de consultancykosten in het kader van Coperfin? Welke bedragen werden voor 2007 ingeschreven?

Graag kreeg ik ook voor de voorbije acht jaar de cijfers van de consultancykosten en van de kosten voor bijstand van derden inzake ICT. Het schijnt over enorme bedragen te gaan. De heer Tommelein wees daarnet nog op de problemen die rijzen met het COBOL-systeem. Dat zijn zaken die ons bekend zijn. Wij wisselden hier ook regelmatig van gedachte over de door de staatssecretaris beloofde aanwerving van 110 informatici die er evenwel nooit kwamen.

Ten slotte, denkt de staatssecretaris niet dat de grote politisering die aan de top van voornoemde administratie en aan de top van het directiecomité is gebeurd, mee aan de basis ligt van vele problemen die wij vandaag kennen? Meer in het algemeen, vindt de staatssecretaris het goed dat de top van een administratie zo sterk wordt gepolitiseerd?

05.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar**: Mijnheer de voorzitter, collega's, gelet op het korte tijdbestek was het niet mogelijk om een overzicht te geven van de voorbije acht jaar. De tabel – ik heb ze hier – geeft een overzicht voor de jaren 2004, 2005 en 2006. Het begrip consultancy en bijstand van derden wordt niet omschreven. ICT-projecten bevatten meestal meerdere consultancy- en bijstandsfuncties, bijvoorbeeld projectleiding, projectbeheer, kwaliteitsbewaking, projectoffice, systeemontwikkeling, functionele en/of technische analyse, design, programmering, integratietest, acceptatietest, migratie, roll out, kennisoverdracht, opleiding, coaching, documentatie, onderhoud, technische operationele bijstand, helpdesk enz. Bovendien voorzien de ICT-projecten behalve de levering van consultancy en/of bijstand eveneens de levering van hardware- en/of softwarecomponenten.

Dit betekent dat het bedrag voor elk project in de kolom “aangewend” van deze tabel als zodanig moet worden beschouwd. Het is namelijk de som van de levering van goederen en diensten. De kolom “consultancy en bijstand” bevat het bedrag van de opdracht waarvoor consultancy en bijstand worden aangerekend. De vermelde bedragen zijn btw inclusief. Mijn medewerker zal u de tabel voor 2004, 2005 en 2006 geven.

Ik wil ook nog zeggen dat we gisteren om een minuut voor elf nog zes of zeven vragen hebben ontvangen. Het is niet altijd mogelijk om een volledig antwoord te geven, vooral niet inzake technische problemen.

05.03 **Carl Devlies** (CD&V): We zullen de gegevens bestuderen die de staatssecretaris heeft bezorgd.

Met betrekking tot de waardering van de Coperfin-hervorming, de algemene reactie, de stand van zaken vandaag, de algemene tevredenheid van de regering over deze hervorming en de politisering van de top van de administratie hebt u echter in feite geen antwoord gegeven.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de toepassing van het 16,5%-tarief voor het inkomstenjaar 2005" (nr. 13815)**

06 **Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'application du taux de 16,5% pour l'exercice 2005" (n° 13815)**

06.01 **Carl Devlies** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, heel recent heeft de minister bekendgemaakt dat voor de landbouwsector het bedrag van de premies en vergoedingen die afzonderlijk belastbaar zijn aan het tarief van 16,5%, voor het inkomstenjaar 2005 hetzelfde mag zijn als het bedrag dat voor het inkomstenjaar 2004 werd aangegeven.

De uiterste indieningdatum van de aangifte wordt verschoven naar 31 januari. Zo kan er nog een correctie gebeuren voor land- en tuinbouwers die hun fiscale aangifte reeds indienden.

De maatregel wordt door de landbouwsector positief onthaald. Wij vinden dat ook een positieve maatregel. Het is niet altijd negatief, wij proberen ook positief te zijn vanuit onze oppositie.

Mijn vraag is of de beslissing wordt geconcretiseerd in een KB of een ministeriële circulaire. Misschien is dat zelfs niet nodig. Mijnheer de staatssecretaris, ik had graag van u vernomen hoe men dat praktisch zal uitwerken.

06.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar**: Mijnheer Devlies, het gaat enkel om een beslissing die de minister van Financiën heeft genomen tijdens een vergadering op het kabinet van minister van Landbouw Sabine Laruelle ten gevolge van de talrijke ontmoetingen die wij met de landbouwwereld hebben gehad. In feite heeft de landbouwwereld, met de zuivelproducenten in het bijzonder, ons zijn ontsteltenis duidelijk gemaakt aangaande de wijzigingen aan de forfaitaire grondslagen van aanslag voor de berekening van de inkomstenbelasting voor het jaar 2005.

Hoewel de verantwoordelijken van de verschillende landbouwverenigingen akkoord gingen met het afronden van de onderhandelingen met de administratie, is gebleken dat het probleem van de zuivelproducenten onvoldoende ter sprake werd gebracht en dat zij zwaar worden benadeeld ten opzichte van andere sectoren. Onvoorziene en abnormaal hoge financiële lasten die zij moeten opvangen, zullen schade toebrengen aan het financieel evenwicht van hun bedrijven, aangezien de basisprijs van melk al sinds meer dan 25 jaar niet meer zo laag is geweest.

Om de verplichte overschakeling van het oude naar het nieuwe stelsel met een forfaitaire belasting zo veel mogelijk te verzachten, heeft de minister daarom beslist zich te houden aan het bedrag van de premies en de vergoedingen van het jaar 2004, die ressorteren onder de code 1605 voor de afzonderlijke belasting tegen 16,5%.

De persmededeling die werd gepubliceerd, zorgde voor een klein misverstand, in die zin dat zij in de oorspronkelijke versie werd gepubliceerd, waarbij de laatste zin voor discussie en interpretatie vatbaar kon zijn. Concreet luidt die laatste zin als volgt: "Indien het bedrag van het jaar 2004 hoger is dan dat van 2005, zal het laatste in aanmerking worden genomen," in plaats van: "Hoewel dat bedrag hoger was dan dat van de inkomsten van het jaar 2005."

Bovendien heeft een zekere vertraging als gevolg van de sectorale onderhandelingen en vertraging bij de verdeling van de volledige handboeken in verband met het forfait en van de bijlage 276/3, en het feit dat zeer veel landbouwers het aangifteformulier niet op tijd hebben gekregen, de landbouwwakorganisaties ertoe aangezet om een uitstel van vijftien dagen te vragen van de officiële datum van indiening van de aangifte. Daarom ben ik ermee akkoord gegaan de datum van 16 januari naar 31 januari te verschuiven. Op 22 december 2006 had een aantal landbouwers de bijlage 276/3 immers nog altijd niet ontvangen en dus heb ik een maatregel van algemene aard genomen.

06.03 Carl Devlies (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor de verduidelijking die u geeft van de maatregel die u hebt genomen. U hebt niet gespecificeerd hoe dit concreet wordt uitgewerkt. Gebeurt dat met een koninklijk besluit of met een rondzendbrief?

De verduidelijking die in de commissie wordt gegeven, is volgens mij hoe dan ook nuttig en kan door de betrokken landbouwers worden gebruikt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 Samengevoegde vragen van

- de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de uitlatingen van een staatssecretaris over het schrappen van jobs op uw departement" (nr. 13818)
- de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de recente uitlatingen van de staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging" (nr. 13840)

07 Questions jointes de

- M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les déclarations d'un secrétaire d'État relatives à la suppression d'emplois au sein de votre département" (n° 13818)
- M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les propos tenus récemment par le secrétaire d'État à la Simplification administrative" (n° 13840)

07.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, voor degenen onder ons die het nog niet beseffen – binnen 137 dagen zijn het verkiezingen en dat is altijd een periode waarin er enige zenuwachtigheid is. Blijkbaar was dit het afgelopen weekend op de nieuwjaarsreceptie...

Bij ons is er geen zenuwachtigheid, mijnheer Van der Maelen. U moet dat niet geloven!

De **voorzitter**: Nee, dat merken we.

07.02 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Dat is strategie.

In elk geval, naar goede liberale gewoonte kwam de staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging op een nieuwjaarsreceptie plots met het aloude idee van de ontvetting van de Staat naar voren. Hij nam daarvoor het departement Financiën in het vizier. Hij deed daarover een aantal straffe uitspraken, zo kennen

we hem. Hij pleitte onder meer voor het schrappen van zowat 3.000 jobs. Bovendien was hij van oordeel dat een aantal taken beter door computers zou worden overgenomen.

Wat dat laatste betreft, heeft de minister de jongste jaren al veel geld uitgegeven aan pc's. Wij stellen alleen vast dat er toch nog een aantal problemen zijn op het vlak van de informatica. Anno 2007 beschikt niet iedere ambtenaar over een pc. Het volstaat trouwens, mijnheer de staatssecretaris, om het artikel in De Tijd van afgelopen weekend te lezen. Het artikel draagt de titel "De weeskinderen van Didier Reynders". Ik weet niet of u de moeite hebt gedaan om het artikel te lezen maar het beslaat twee volle pagina's, weliswaar met een grote foto maar met enorm veel tekst. In het artikel staat wat er zich de afgelopen tijd op het departement heeft afgespeeld.

Er doet op het departement trouwens een boutade de ronde dat men een softwareprogramma heeft besteld om uit te maken waar die 20.000 pc's zijn terechtgekomen.

Los van dit alles heeft de staatssecretaris zich ook de wrevel van de ambtenaren op de hals gehaald. Hij heeft ze niet alleen geschoffeerd door ze "ambetantenaren" te noemen maar ook door voor een verdere ontvetting van het departement te pleiten à rato van 3.000 per jaar. Zijn voorstellen hebben blijkbaar op instemming van de eerste minister en de sp.a-voorzitter kunnen rekenen. Waar en wanneer en in welk gremium dit is beslist, is mij volkomen onduidelijk. Tot op heden is de minister zeer karig geweest met informatie of commentaar ter zake. Ik vond het dan ook nuttig om daarover een aantal vragen te stellen, mijnheer de staatssecretaris.

Mijnheer de minister, wat is uw commentaar op de bemoeienis van de staatssecretaris op de werking van uw departement? Bent u het eens met zijn visie? Dient er een verdere afslanking van uw departement te komen? Of ziet u de zaken enigszins anders? Zo ja, hoe ziet u de toekomst op uw departement?

Ik ben zeer benieuwd naar uw antwoord.

07.03 Carl Devlies (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, uw collega van Administratieve Vereenvoudiging, Vincent Van Quickenborne, waarvan we het resultaat van zijn inspanningen op fiscaal vlak nog niet gezien hebben – Kafka is op Financiën meer dan ooit aanwezig – heeft op een nieuwjaarsreceptie van een plaatselijke afdeling van de VLD volgens Belga het volgende verklaard: "Een aantal ambtenaren zijn ambetantenaren. We moeten streven naar een afbouw van het aantal ambtenaren, op een sociaal verantwoorde wijze, zonder een bloedbad aan te richten. Ik was onlangs in Hongkong. Daar doet men het met 10 procent van dat aantal, voor een bevolking van 7 miljoen mensen."

We zijn gewoon dat de heer Van Quickenborne allerlei niet zo consequente verklaringen aflegt. Wat mij wel verwondert, is dat hij wordt bijgetreden door de eerste minister en ook door de voorzitter van sp.a, als ik een aantal persartikels lees.

De heer Van Quickenborne en de federale regering zijn absoluut niet consequent. Wij hebben zopas vanwege het Rekenhof, mijnheer Van Biesen – dat u goed bekend is – een document ontvangen, "Het personeelsbeleid bij de federale beleidsorganen en de ministeriële secretariaten". Daarin zien we, naast een aantal bemerkingen over de begrotingstransparantie, dat men zich blijkbaar niet conformeert aan de eigen wetgeving. Er worden een aantal KB's opgesomd waarmee men niet conform is. Uit een controle van de personeelsbezetting blijkt dat het maximum aantal personeelsleden werd bereikt, er bovendien overschrijdingen werden vastgesteld en dat twee ministers die individueel ontslag hebben genomen, medewerkers ter beschikking kregen, hoewel dit door artikel 8, 3° van het KB van 19 juli 2001 enkel voorzien wordt voor de voltallige regering. Men stelt vast dat de inhoudelijke medewerkers van de beleidscellen worden aangeworven zonder dat de functiebeschrijving en het competentieprofiel wordt gebruikt, ondanks het feit dat er wetgeving ter zake is. Het vereiste diploma wordt zelden gecontroleerd. Een aantal experts is bij de drie ministers gedetacheerd. Ik pluk een aantal zaken uit het synthesesrapport van het Rekenhof dat ook bemerkingen heeft over de loonpolitiek. Van een aantal gedetacheerde personeelsleden wordt de wedde niet terugbetaald. Het is natuurlijk gemakkelijk om een budget te respecteren als men personeelsleden detacheert en de wedden niet terugbetaalt.

Is het niet zo dat de pot de ketel verwijt dat hij zwart ziet? De regering is van start gegaan met het idee dat ze de kabinetten zou afschaffen. Thans stelt men evenwel vast dat het aantal medewerkers op de kabinetten nooit zo hoog is geweest als vandaag. Dan doet men dergelijke gratuite beweringen, waarbij men in feite beledigend optreedt ten opzichte van de ambtenaren.

CD&V is ook voorstander van een zo eenvoudig mogelijke administratie, van een overheid die zo weinig mogelijk weegt. We vragen wel een overheid die performant is en die haar kerntaken op een efficiënte manier vervult, wat op dit moment niet het geval is bij de FOD Financiën.

Voor u overgaat tot het beledigen van medewerkers, vind ik, moet u streven – u bent daar ook verantwoordelijk voor – naar een efficiënte organisatie, die vandaag niet bestaat.

Ik zal afronden omdat de voorzitter dat vraagt. Dit is natuurlijk een onderwerp waar wij in feite nog heel wat andere elementen kunnen aanhalen.

Kortom, wat is uw reactie, mijnheer de staatssecretaris, of wat is de reactie van de regering, op de verklaringen van de heer Van Quickenborne?

Voorzitter: Luk Van Biesen.

Président: Luk Van Biesen.

07.04 Hervé Jamar, secrétaire d'État: Monsieur le président, je prends connaissance de la question que M. Devlies a posée aujourd'hui et qui rejoint celle...

07.05 Carl Devlies (CD&V): Dat is de essentie.

07.06 Hervé Jamar, secrétaire d'État: Il n'est nullement fait allusion au rapport de la Cour des comptes dans sa question.

07.07 Carl Devlies (CD&V): Als u daar op antwoordt, is het voldoende.

07.08 Staatssecretaris Hervé Jamar: In antwoord op uw vraag, mijnheer Goyvaerts, in verband met uw uitlatingen van de staatssecretaris voor de Administratieve Vereenvoudiging, kan ik u het volgende zeggen.

Het staat de staatssecretaris vrij, zoals iedere burger trouwens, zijn visie op de toekomst van ons departement mee te delen.

Ik herinner u eraan dat ik sinds mijn aantreden als minister van Financiën – ik antwoord hier in plaats minister Reynders – op verschillende vlakken heb geïnvesteerd in mijn departement. Aanvankelijk heb ik proactief gewerkt aan een verhoging van het personeelseffectief door aanwerving van een aanzienlijk aantal bijkomende medewerkers. Pro memorie: de wervingscampagne 2000-2003. In twee opeenvolgende jaren waren er gemiddeld 1.000 aanwervingen, zijnde meer dan het aantal uitdienststredingen, dus een stijging van het personeelseffectief.

Daaropvolgend heb ik geijverd voor het bekomen van de nodige informaticabudgetten in het licht van de Coperfin-moderniseringsplannen. Die modernisering heeft tot doel door een verregaande uitbouw van performante ICT-fundamenten en het vereenvoudigen van de werkprocedures en de organisatiestructuren de administratie met minder maar hoger gekwalificeerde ambtenaren efficiënter te doen functioneren.

De uitdaging voor het departement is immers een anticipatief antwoord te bieden op de verouderde leeftijdspiramide en de schaarste op de arbeidsmarkt waardoor het ambtenarenkorps in de komende jaren een natuurlijke vermindering zal kennen.

Tevens heb ik geïnvesteerd in beter opgeleide ambtenaren.

Uiteindelijk dient de valorisatie van de informatica-investeringen in evenwicht te worden gebracht met het functioneel noodzakelijk aantal medewerkers. Gekwalificeerde medewerkers zijn voor mij immers het belangrijkste middel om onze opdracht ten opzichte van de burger te vervullen met name een betere en tijdige dienstverlening.

Gelet op al deze elementen werd reeds enkele jaren geleden beslist het natuurlijk vertrek in een verhouding van drie door vijf te vervangen. Ik blijf ervan overtuigd dat een geleidelijke invoering van de nieuwe structuren en informatiemiddelen gepaard gaat met een geleidelijke wijziging in de personeelsstructuur, namelijk een daling van een aantal ambtenaren, maar met een betere kwalificatie.

Je voudrais vous citer les chiffres précis du nombre de fonctionnaires au sein de notre département, car la presse a fait état de données fantaisistes. Lorsque nous comptabilisons les équivalents temps plein, ils s'élèvent à 26.650. Mais en réalité, sur le terrain, ce chiffre correspond à 29.447 personnes, soit 23.334 statutaires, 2.533 contractuels et 383 Rosetta. Il convient d'ajouter le personnel de cuisine, le personnel de nettoyage, etc., ce qui nous amène à 28.617 équivalents temps plein, c'est-à-dire très concrètement 32.107 personnes mais avec des statuts différents (mi-temps, etc.). Voilà les chiffres exacts qui m'ont été communiqués un quart d'heure avant le début de la commission.

Par ailleurs, pour l'anecdote, je me suis réveillé à 6.30 heures ce matin avec Bel RTL, qui indiquait que le secrétaire d'État à la modernisation des Finances, à savoir Vincent Van Quickenborne, avait émis quelques interprétations. J'ai trouvé cela très sympathique car, d'un seul coup, j'avais perdu quelques kilos! M. Van Quickenborne a donc émis son avis personnel sur la question.

Quant à moi, en ma qualité de secrétaire d'État à la modernisation des Finances ayant visité souvent – et je prends mes collaborateurs à témoin – les différents endroits où travaillent ces personnes, je pense pouvoir affirmer qu'il y a pour l'instant un malaise certain, sans quoi il n'y aurait pas de manifestation aujourd'hui.

Nous sommes en pleine transition et il règne un petit malaise. Je relève surtout le fait que, devant les grands défis, nous avons créé la commission du ruling, le service des créances alimentaires ou le call center; ce sont des exemples parmi d'autres. Le SPF Finances a donc pris une nouvelle dimension. De même, je rappelle que, voici un ou deux ans, nous avons signé les protocoles de fonctionnement pour tous les niveaux et tous les grades. Dans la mesure de nos possibilités, nous avons agi pour le personnel.

Encore une fois, nous sommes en pleine évolution dans le fonctionnement. Il est souvent question de Copernic, dont l'enfant est Coperfin. Bien sûr, il prend le temps de se mettre en route et il s'agit de le concrétiser au mieux et au plus vite.

Je fais ici le lien avec une question antérieure pour constater que la chaîne fiscale est complètement automatisée et fonctionne à merveille: les journaux rappellent encore la somme de 880 millions, mais je constate que tout fonctionne au mieux.

Je constate aussi que, dans quelques jours, je mettrai en fonctionnement tout le "workflow" du contentieux. Des gens y ont travaillé et sont parvenus à le mettre au point.

Je constate en outre qu'un nouveau fonctionnement du conciliateur fiscal sera mis sur pied; cela a été acquis vendredi dernier.

Ce débat mériterait peut-être que le top management se trouve ici. Je ne gérerai pas tout, mais je ne crois pas qu'il faille comparer la Belgique avec Hong Kong, puisque c'est incomparable; il est inutile aussi de jeter de l'huile sur le feu. L'évolution technologique est marquante. Certaines personnes se trouvent de la sorte en situation parfois humainement difficile, mais c'est le défi des Finances.

Aujourd'hui, nous montrons que, jamais, le pays n'a connu autant de recettes fiscales avec des taux aussi réduits. Par là, contrairement à ce que relate la presse, les services des Finances remplissent leur rôle. J'en profite pour remercier l'ensemble des fonctionnaires qui permettent d'y parvenir.

De **voorzitter**: Is er een repliek?

07.09 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, er is een korte repliek, zoals het Reglement ons dat toestaat. U hebt niet veel ervaring als voorzitter, wij moeten u er af en toe op wijzen.

Mijnheer de staatssecretaris, bedankt voor uw toelichting.

U suggereert zelf dat het misschien nuttiger zou zijn dat de top van Financiën eens wat meer aanwezig is in de commissie. Dat is geen slecht voorstel. Collega Devlies heeft dat reeds meerdere malen bepleit. Dat wordt zeker gestaafd door het artikel in De Tijd van afgelopen weekend, waarnaar ik heb verwezen. Niettegenstaande het feit dat u hier dikwijls vele plannen uiteen komt zetten, stel ik vast dat er een communicatieprobleem is tussen de top en de lagere echelons.

Mijnheer de staatssecretaris, ik kom aan uw uitlatingen. U kijkt misschien beter eens in eigen boezem. In verband met de administratieve vereenvoudiging van het aanslagbiljet moeten we evenwel vaststellen dat er elk jaar vakjes bijkomen. Het spook van Kafka blijft ronddwalen op uw fiscale administratie. Op dat vlak is er nog werk aan de winkel.

Inzake een efficiënte personeelsorganisatie noemde u cijfers van voltijdse equivalenten en van het aantal contractuelen. Dat was natuurlijk de grote uitdaging van Coperfin, die tot op heden niet heeft gebracht wat ze moest zijn. Dat was ook de druppel die de emmer deed overlopen en alle vakbonden ertoe bracht hun leden op te roepen om vandaag te betogen.

Ook over de sterk politiek benoemde top kunnen wij nog een discussie voeren. De helft van de benoemingen worden bij de Raad van State betwist.

Coperfin heeft in elk geval niet het resultaat opgeleverd wat ze moest opleveren.

Als dat de uitstraling van een efficiënte fiscus is, toont dat alleen maar aan dat paars er op dat vlak een puinhoop van heeft gemaakt. Deze boutade en samenvatting zullen de komende weken nog wel meer worden gebruikt.

07.10 Carl Devlies (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, u hebt de kans gehad Coperfin te verdedigen in het kader van een vorige vraag. U hebt ze niet aangegrepen.

U spreekt bijvoorbeeld over een performante ICT. Ik verwijs in dat verband naar de vraag daarnet van de heer Tommelein, die tot de meerderheid behoort. Op een aantal concrete punten sloeg hij nagels met koppen. Hij had het dan enkel nog maar over een aantal aspecten en nog niet over het geheel.

Er is een groot verschil tussen het idee of het concept en de werkelijkheid op het terrein. Er is ook een groot verschil tussen de centrale diensten en de buitendiensten.

Ik stel vast dat u op de belangrijke posities van gewestelijk directeur nog altijd overwegend met mensen werkt die ad interim werden benoemd en een waarnemende functie hebben. De organisatie staat dus absoluut niet op punt. Het is spijtig dat het personeel het slachtoffer is van het slechte functioneren van het geheel van de organisatie. De regering moet het nodige respect voor alle personeelsleden betonen. Het is immers niet omdat iemand geen universitair diploma heeft dat hij of zij door bijscholing en ervaring niet in staat is een geweldige knowhow op te bouwen en een goede ambtenaar te zijn.

Het is een zaak van aansturing van het geheel. Het raderwerk blokkeert en functioneert niet. Coperfin was blijkbaar niet de gepaste oplossing. Integendeel, ze heeft meer problemen dan oplossingen gebracht.

Ik zou daarom heel graag de heren Laes (MR) en Delporte (PS) in de commissie willen horen. Ik vraag dat al lang naar aanleiding van de rekenfout van 883 miljoen euro. U geeft nu zelf toe dat het interessant zou zijn om met de top van de administratie te communiceren. Ik zou derhalve graag de eerste twee mensen van de administratie in de commissie kunnen ondervragen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de vertraging bij de invoering van de papierloze douane" (nr. 13819)

08 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le retard dans l'introduction de la douane 'sans papiers'" (n° 13819)

08.01 Hagen Goyvaerts (Vlaams Belang): Mijnheer de staatssecretaris, ons kwam ter ore dat de uitvoering van de volledige digitalisering van de douane en de accijnzen, ook weleens het project papierloze douane genoemd, een vertraging van minstens zes maanden heeft opgelopen.

Het was de bedoeling om begin 2007 alle ontvangstkantoren van douane en accijnzen in Brussel te vestigen in een zogenaamd enig kantoor, los van de andere fiscale diensten. Daartoe zou het personeel van alle buitenkantoren van de douane naar Brussel worden gebracht. Er zijn aanwijzingen dat de plannen tot medio 2007 zijn verdaagd.

Mijnheer de staatssecretaris, graag had ik van u vernomen wat de reden van die vertraging in de uitbouw van de papierloze douane is en welke initiatieven u op korte termijn zult nemen om alsnog aan uw doelstellingen te voldoen.

08.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar**: De ontwikkeling van PLDA heeft meer tijd gevergd dan gepland, omdat het een heel complexe applicatie is. Bovendien zijn er naarmate de ontwikkeling van PLDA vorderde, nog in belangrijke mate bijkomende vereisten naar boven gekomen. De wijze van aanbesteding van de opdracht had als gevolg dat wijzigingen aan de vereisten telkens het voorwerp hebben uitgemaakt van bijkomende contracten, waarvoor de procedure van gunning op zichzelf reeds enige tijd in beslag neemt en voor een bijkomende vertraging zorgt bovenop de bijkomende tijd voor ontwikkeling. De testen nemen eveneens meer tijd in beslag dan gepland door de complexe regelgeving bij invoer en uitvoer van goederen en het groot aantal betrokken partijen. De impact van PLDA is ook zeer groot, zowel op het vlak van de geïnde sommen als op het verloop van de handelsstromen.

De geringste fout in de financiële verwerking van de aangifte kan grote financiële gevolgen hebben en een onvoldoende stabiele applicatie kan tot belangrijke vertragingen in de internationale handelsstromen leiden. Hierdoor kan de administratie van Douane en Accijnzen het zich ook niet veroorloven om met een onvoldoende stabiele applicatie te starten en moeten er uitgebreide testen plaatsvinden met de verschillende economische operatoren die bij de goederenstromen betrokken zijn. Daarbovenop komt nog dat PLDA moet werken op totaal vernieuwde platformen van de FOD Financiën, waardoor ook een leerproces moest worden doorlopen.

PLDA zal hoogstwaarschijnlijk van start gaan op 2 april 2007. Ik heb gisteren de directeur gezien, de heer Colpin.

PLDA kadert in het strategische meerjarenplan van de Europese Unie, dat tot 2013 nog in verschillende ingrijpende aanpassingen in de afhandeling van de douaneformaliteiten voorziet. Bijgevolg heeft Douane en Accijnzen uit de ervaringen lessen getrokken en structurele maatregelen voorgesteld om dergelijke ingrijpende veranderingen in de toekomst anders aan te pakken.

Ten eerste heb ik aangedrongen op de dringende aanwerving van analisten voor Douane en Accijnzen om hen toe te laten in de toekomst de vereisten duidelijker te analyseren. Ten tweede zal ik de Ministerraad voorstellen om voor de realisatie van de toekomstige projecten van het strategische meerjarenplan van de Europese Unie te werken met een kadercontract. Op die manier kan soepeler en doeltreffender worden omgegaan met snel wijzigende vereisten, zonder dat de samenhang van de verschillende te realiseren projecten wordt verwaarloosd.

08.03 **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, ik dank de staatssecretaris voor zijn eerste uitvoerige technische uitleg over de mogelijke vertraging. Hij rondt af met het aspect van het personeel, de aanwerving van nieuw personeel en anders gekwalificeerd personeel. Dit is een van de elementen die in verband met de testcase van de douane blijven hangen en is, denk ik, ook de reden waarom er vandaag in Brussel wordt betoogd; de manier waarop u of de regering denkt invulling te moeten geven aan het nieuwe personeelskader. Daarbij zullen personen in tegenstelling tot vroeger - toen klommen ze in de hiërarchie naar boven - waarschijnlijk op een andere manier worden aangeworven. U zegt het zelf: we hebben een soepeler administratie en een soepeler manier van werken nodig om het enig kantoor voor Douane en Accijnzen vorm te geven.

Dat is wat ik van de staatssecretaris wou horen. Het is in feite de bevestiging van wat ik op het terrein had gehoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de commercialisatie van onderzoeksresultaten en de inkomsten voor onderzoekers" (nr. 13822)**

09 **Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la commercialisation des résultats de la recherche et les revenus des chercheurs" (n° 13822)**

09.01 **Carl Devlies** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, ik herneem hierbij een

vraag die ik reeds schriftelijk heb gesteld op 24 augustus 2006 waarop ik tot op heden geen antwoord heb gekregen.

De meeste universiteiten voorzien in een financiële vergoeding voor onderzoekers die bereid zijn mee te werken aan de commercialisering van hun onderzoeksresultaten door de universiteit. Het gaat bijvoorbeeld over het onderhandelen over een licentieovereenkomst, het oprichten van een spin-off, enzovoort.

De onderzoeker ontvangt dan een percentage van de geldelijke opbrengst die uit de exploitatie wordt gepuurd. Doorgaans gaat het om een percentage tussen 20 en 30% van de netto-inkomsten, zijnde de ontvangen inkomsten na aftrek van de directe valorisatiekosten.

Er bestaat op dit ogenblik onduidelijkheid omtrent de fiscale kwalificatie van dergelijke inkomsten die naast universiteiten ook door hogescholen en door de overheid erkende openbare onderzoeksinstituten zoals onder andere het Vlaams Instituut voor Biotechnologie, IMEC, het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, aan hun onderzoekers worden betaald.

Soms worden bovenvermelde inkomsten als beroepsinkomsten bestempeld, soms als diverse inkomsten en soms ook als roerende inkomsten. Die onduidelijkheid zorgt fiscaal gezien voor onzekerheid en vormt een rem op de commercialisering van academische onderzoeksresultaten.

Vooral een classificatie als beroepsinkomsten levert in deze geen incentive op. De rechtsleer en de rechtspraak leveren nochtans duidelijke argumenten waarom men die inkomsten als diverse inkomsten in de zin van artikel 90 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen kan beschouwen, zoals dit trouwens voor wetenschappelijke prijzen en subsidies in artikel 90, 2° is opgenomen.

Ik heb de volgende vragen.

Welke is de fiscale kwalificatie van de inkomsten die door universiteiten, hogescholen en erkende openbare onderzoeksinstituten aan hun onderzoekers worden betaald, wanneer het gaat om de valorisatie van onderzoeksresultaten waartoe deze onderzoekers hebben bijgedragen?

Welk wettelijk en reglementair kader ligt aan deze kwalificatie ten grondslag? Hoe gebeurt de vaststelling van het netto-inkomen van dergelijke inkomsten? Worden voornoemde inkomsten door de verschillende gewestelijke directies op identieke wijze belast? Indien ja, liggen hieraan administratieve instructies ten grondslag? Indien nee, wilt u dan een identieke fiscale behandeling bewerkstelligen?

09.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Devlies, de fiscale kwalificatie van inkomsten die voortvloeien uit de valorisatie van onderzoeksresultaten moet plaatsvinden met inachtneming van alle feitelijke en juridische elementen eigen aan elk geval.

Teneinde in alle gevallen de nodige rechtszekerheid te bieden is de regering van plan eerstdaags een wetsontwerp in de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen waardoor de desbetreffende inkomsten onder bepaalde voorwaarden worden aangemerkt als een divers inkomen dat afzonderlijk belastbaar is tegen een tarief van 33%.

09.03 **Carl Devlies** (CD&V): Mijnheer de staatssecretaris, u zult wellicht op de hoogte zijn van het initiatief dat door een aantal parlementsleden van verschillende partijen werd genomen. Er werd een aantal maanden geleden een wetsvoorstel ingediend dat ik mee heb ondertekend, dat in de richting om een inkomen, aangemerkt als divers inkomen, te belasten aan het tarief van 33%. Het gaat in de goede richting als de regering dit initiatief overneemt. Ik hoop dat dit nog kan worden gerealiseerd tijdens de huidige legislatuur.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.31 uur.
La réunion publique de commission est levée à 11.31 heures.*